

PREFET DU JURA

Lons le Saunier, le

02 JUIN 2017

DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DES MOYENS DE L'ETAT

Le Préfet du Jura

à

Bureau des Collectivités Territoriales et du Contentieux

- Mesdames et Messieurs :

Affaire suivie par :

♦ les Maires

Catherine COMPAGNON

Tél : 03 84 86 85 32

Mél : catherine.compagnon@jura.gouv.fr

♦ les Présidents des Communautés d'Agglomération

♦ les Présidents de Communautés de Communes

♦ les Présidents de Syndicats Intercommunaux

(Pour attribution)

Maryline BONIN

Tél : 03 84 86 85 34

Mél : maryline.bonin@jura.gouv.fr

♦ Monsieur le Sous-Préfet de Dole

♦ Madame la Sous-Préfète de Saint-Claude

♦ Monsieur le Président de l'Association des Maires du Jura

♦ Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique
Territoriale du Jura

♦ Mesdames et Messieurs les Trésoriers

(Pour information)

Circulaire n° 26

TRANSMISSION PAR MESSAGERIE

Objet : Indemnités pour le gardiennage des églises communales – année 2017.

Réf. : Circulaire n° NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987
Circulaire n° NOR/IOC/D/11/21246C du 29 juillet 2011.


Les circulaires du 8 janvier 1987 et du 29 juillet 2011 citées en référence ont précisé que le montant maximum de l'indemnité allouée aux préposés chargés du gardiennage des églises communales pouvait faire l'objet d'une revalorisation annuelle au même taux que les indemnités exprimées en valeur absolue allouées aux agents publics et revalorisées suivant la même périodicité.

Le point d'indice des fonctionnaires ayant été revalorisé de 1,2 % depuis la dernière circulaire en date du 30 mai 2016 (0,6 % le 1^{er} juillet 2016 et 0,6 % le 1^{er} février 2017), j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'application de la règle de calcul habituelle conduit à une revalorisation équivalente des indemnités de gardiennage en 2017.

En conséquence, le plafond indemnitaire applicable pour le gardiennage des églises communales est fixé en 2017 à **479,86 €** pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice du culte et à **120,97 €** pour un gardien ne résidant pas dans la commune et visitant l'église à des périodes rapprochées.

Il demeure donc possible aux conseils municipaux de revaloriser ces indemnités dans la limite de ces plafonds.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Stéphane CHIPPONI